

Sensibilisation du secteur privé sur les mutations en cours dans l'énergie en Mauritanie

Lire page 4

HORIZONS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATIONS - ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIE NNE D'INFORMATION

N° 8009 DU MERCREDI 7 AVRIL 2021

PRIX : 20 MRU

Le ministre des Affaires étrangères rencontre une délégation quadripartite chargée du suivi des conclusions du sommet de N'Djamena

Lire page 3

Le Président de la République reçoit le Haut représentant de la Coalition pour le Sahel



Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani a reçu en audience au Palais présidentiel mardi à Nouakchott, le Haut représentant de la Coalition pour le Sahel, M. Djimé Adoum, en visite en Mauritanie en compagnie de M. Angel Losada, représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sahel, M. Frédéric Bontems, émissaire spécial français pour le Sahel, M. Robert Moulié, ambassadeur de France à Nouakchott, et Mme Anne Françoise Paradis,

chargée d'affaire à la Délégation de l'Union Européenne.

Dans une déclaration à l'Agence Mauritanienne d'Information à l'issue de l'audience, le Haut représentant de la Coalition pour le Sahel a précisé que l'entrevue avec le Président de la République a permis de passer en revue les dispositions du communiqué final du dernier sommet du G5 Sahel à N'djamena, notamment l'axe relatif à au retour de l'Etat dans les zones où il était absent avec, y compris, sa présence et la mise à disposition des

populations des services essentiels ainsi que le lancement d'un programme de développement à court et moyen termes.

« La Mauritanie n'étant pas particulièrement concernée en raison du fait qu'elle maîtrise totalement son espace territorial, nous avons surtout axé sur la feuille de route qui a été élaborée et prévue par le communiqué de N'djamena sur la base des quatre principes connus », a-t-il souligné.

Lire page 3

Signature d'un contrat d'exploration-production entre la Mauritanie et la société CAIRN ENERGY



Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie, M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh, a signé mardi à Nouakchott un contrat d'exploration-production avec la société pétrolière CAIRN ENERGY, représentée par son directeur d'exploration, M. ERICHATHON. Ce contrat

porte sur le bloc C7, situé dans l'offshore du bassin côtier de la Mauritanie.

Dans son mot pour la circonstance, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie a déclaré que la signature de cet accord en ce moment précis où les marchés pétroliers sont passablement perturbés constitue la

preuve de la confiance accordée à notre pays par CAIRN. « L'accord prouve que la Mauritanie est encore attractive, même dans les conditions difficiles », s'est-il félicité, exprimant l'espoir que le travail effectué par la société CAIRN dans le bloc C7 soit productif.

Lire page 3

Renforcement des capacités des femmes leaders dans l'espace G5 Sahel



Le secrétariat exécutif du G5 Sahel a lancé mardi à Nouakchott un atelier de trois jours, consacré au renforcement des capacités des femmes leaders dans l'espace G5 Sahel sur la gestion des conflits, la médiation et la justice transitionnelle. Ouvrant les travaux de la rencontre, Mme Naha Mint Haroun Ould Cheikh Sidiya, ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, a expliqué que l'organisation de cet atelier a pour objet de former les femmes leaders sur les voies et

mécanismes favorisant leur meilleure participation dans les pays du G5 Sahel sur des sujets de grande importance tels que les techniques de communication, le plaidoyer, la négociation, la médiation et la justice sociale.

Elle a rappelé que les femmes mauritaniennes représentent un peu moins de 20% des membres du Gouvernement, environ un cinquième des sièges au Parlement et plus d'un tiers des conseillers municipaux et régionaux.

Lire page 5

ADRESSES UTILES

Police Secours	17
Sapeurs Pompiers	118
Brigade Maritime	4525 39 90
Brigade Mixte	4525 25 18
SOMELEC (Dépannage)	4525 23 08
SNDE	4529 84 88
Météo	4525 11 71

COMMISSARIATS DE POLICE

Commissariat TZ - 1	4525 23 10
Commissariat TZ - 2	4524 29 52
Commissariat Ksar 1	4525 21 66
Commissariat Ksar 2	4525 27 38
Commissariat El Mina 1	4525 12 97
Commissariat El Mina 2	4524 25 24
Commissariat Sebkhia 1	4525 38 21
Commissariat Sebkhia 2	4524 29 82
Commissariat Riadh 1	4524 29 35
Commissariat Riadh 2	4524 29 50
Commissariat Arafat 1	4525 10 13
Commissariat Toujounine 1	4525 29 30
Commissariat Dar Naïm 1	4524 29 56
Commissariat Dar Naïm 2	4524 29 53
Commissariat Teyarett 1	4525 24 71
Commissariat Teyarett 2	4524 29 51
Commissariat Spécial Aéroport	4525 21 83
Commissariat Voie publique	4525 29 65
Direction Régionale de la Sécurité	4525 21 59
Police Judiciaire	4525 54 49

HÔPITAUX

Centre Hospitalier National	4525 21 35
Hôpital Cheikh Zayed	4529 84 98
Polyclinique	4525 12 12
PMI Pilote	4525 22 16
PMI Ksar	4525 20 19
PMI Teyarett	4525 35 94

CLINIQUES

Clinique Moulaty	4525 13 41
Clinique Najar	4525 49 42
Clinique Kissi	45 29 27 27
Clinique Dr. Moumine	4525 10 02
Clinique Makam Ibrahim	4525 57 60
Clinique Ben Sina	4525 08 88
Clinique Tisram	4525 87 66
Clinique 2000	4529 33 33
Clinique El Qods	4525 82 61
Clinique Adama Diani	4525 59 34
Clinique Bien-être	4525 13 35
Clinique Chiva	4525 80 80

BANQUES

BAMIS	4525 14 24
BADH	4525 59 53
BMCI	4525 24 69
BNM	4525 26 02
BCI	4529 28 76
ORA BANK	4529 19 00
CHINGUETTI BANK	4525 21 73
GBM	4525 12 62
SOCIETE GENERALE MAURITANIE	4529 70 00
ATTJARIBANK MAURITANIE	45 29 63 74

HÔTELS

Novotel Tfeïla	4525 74 00
Mercure	4529 50 50
Halima	4525 79 20
Monotel Dar El Barka	4525 35 26
Park	4525 14 44
El Houda	4525 91 90
Oasis	4525 20 11
Amane	4525 21 78
Chinguetti	4525 35 37
Sabah	4525 15 52
Koumbi Saleh	4529 50 12
Casablanca	4525 59 65
El Khater	4529 11 12
AL KHAIMA - APPART-HOTELS	4524 22 22
EMIRA	4524 47 00
	2500 17 17
	4524 06 33
	3176
FAX :	hotelemira@hot-
BP -	
Email :	

mail.fr

COURRIER EXPRESS

DHL	4525 47 06
EMS	4525 37 70
Saga Express	4529 20 08
Universal Express	4525 33 18
UPS	4529 28 29
T.N.T.	4525 44 59

HORIZONS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
ÉDITÉ PAR L'AGENCE MAURITANIE D'INFORMATION



DIRECTEUR DE PUBLICATION,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AMI :

Mohamed Fall Oumeir Beye

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION :

Maarouf Ould Oudaa

RÉDACTEUR EN CHEF :

khalilou Diagana

SECRETAIRE DE REDACTION :

Abderrahmane Ould Cheikh

CHEF DIVISION MAQUETTE :

Elhadrami Ould Ahmedou

TIRAGE : IMPRIMERIE NATIONALE

AMI



FAX: 45 25 55 20

E-mail : Chaabrim@gmail.com

amiakhbar@gmail.com

B P: 371/ 467

Direction Commerciale

45 25 27 77

E-mail: dgsami@yahoo.fr

Siège: 45 25 29 70/45 25 29 40

Le Président de la République reçoit le Haut représentant de la Coalition pour le Sahel



Le Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu mardi en audience au Palais présidentiel à Nouakchott, le Haut représentant de la Coalition pour le Sahel, M. Djimé Adoum, actuellement en visite dans notre pays en compagnie de M. Angel Losada, représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sahel; M. Frédéric Bontems, émissaire spécial français pour le Sahel; SEM. Robert Moulié, ambassadeur de France à Nouakchott et Mme Anne Françoise Paradis, chargée d'Affaires à la délégation de l'Union Européenne. Le Haut représentant de la Coalition pour le Sahel a, à l'issue de l'audience, fait une déclaration à l'Agence Mauritanienne d'Information dans laquelle il a précisé que l'entrevue avec le Président de la République a permis de passer en revue les dispositions du communiqué final du dernier

sommet de Ndjamena du G5 Sahel, notamment l'axe relatif au retour de l'Etat dans les zones où il était absent avec y compris sa présence et la mise à disposition des populations des services essentiels ainsi que le lancement d'un programme de développement à court et moyen termes. La Mauritanie, n'étant pas particulièrement concernée du fait qu'elle maîtrise totalement son espace territorial, nous avons surtout axé sur la feuille de route qui a été élaborée et prévue par le communiqué de Ndjamena sur la base des quatre principes connus. Les entretiens ont porté également sur les résultats de la réunion ministérielle du 19 mars dernier qui a abordé la prise en charge de cette feuille de route et la formation d'un comité technique pour sa mise en œuvre, conformément à la vision mauritanienne qui fait de l'application du programme d'investissements du groupe la priorité des priorités ainsi que le respect par les parte-

naires techniques et financiers de leurs engagements à cet égard. L'entrevue s'est déroulée en présence du ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Kane Ousmane Mamoudou; du directeur de cabinet du Président de la République; M. Mohamed Ahmed Ould Mohamed Lemine; des chargés de missions, MM. Ahmed Ould Bahenni et Harouna Traoré. Il convient de noter que le G5 Sahel est un regroupement régional fondé à Nouakchott en 2014 pour la coordination et la coopération entre les pays membres. Il est composé, outre de la Mauritanie, du Burkina Faso, du Niger, du Mali et du Tchad. Ce groupement entend faire face aux défis sécuritaires et économiques et œuvrer à mobiliser les financements et attirer les investisseurs pour contribuer à promouvoir le décollage économique des pays du Groupe.

Le ministre des Affaires étrangères rencontre une délégation quadripartite chargée du suivi des conclusions du sommet de N'Djamena

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritanien de l'Extérieur, M. Ismaël Ould Cheikh Ahmed, a rencontré, mardi à Nouakchott, une délégation quadripartite chargée du suivi des conclusions du sommet de N'Djamena, tenu le 16 février 2021, et de la mise en place de la feuille de route de la coalition pour le Sahel. La délégation est composée de MM. Djimé Adoum, haut représentant de la Coalition pour le Sahel, M. Angel Losada, représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sahel, M. Frédéric Bantems, envoyé spécial de la France pour le Sahel et l'ambassadeur de France en Mauritanie, SEM. Robert Moulié. Au cours de la rencontre, les deux parties ont passé en revue les derniers développements survenus dans la région du Sahel, et les perspectives de renforcer le partenariat pour assurer la sécurité et la stabilité de la région, conditions essentielles pour impulser le développement. Il a été question,



également, des modalités d'exécution et du suivi de la feuille de route de la coalition pour le Sahel; feuille de route adoptée récemment par les ministres des Affaires étrangères, lors de la réunion de la coalition du Sahel. La rencontre s'est déroulée en présence de MM. Sidi Mohamed Ould Sidaty et Amadou Ball, respectivement chargé de mission et directeur de l'Union Africaine et les organisations régionales et africaines au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritanien de l'Extérieur.

Rappelons que M. Ismaël Ould Cheikh Ahmed avait regagné Nouakchott, lundi, à l'issue d'une tournée maghrébine. Au cours de ses différents déplacements, le ministre a remis des messages du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, au Président tunisien, Son Excellence Monsieur Kaïs Saïed, au Président du Conseil présidentiel libyen, Son Excellence Monsieur Mohamed El Menni et au Président algérien, Son Excellence Monsieur Abdelmadjid Tebboune.

Signature d'un contrat d'exploration-production entre la Mauritanie et la société CAIRN ENERGY



Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh, a signé, mardi à Nouakchott, un contrat d'exploration-production avec la société pétrolière CAIRN ENERGY, représentée par son directeur d'Exploration, M. Erichathon. Le contrat porte sur le bloc C7, situé dans l'offshore du bassin côtier de la Mauritanie. Dans son mot pour la circonstance, le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Energie a déclaré que la signature de cet accord d'exploration et de production en ce moment précis où les marchés pétroliers sont passablement perturbés, constitue la preuve de la confiance accordée à notre pays par CAIRN. « L'accord prouve

que la Mauritanie est encore attractive, même dans les conditions difficiles. Nous espérons que le travail effectué par la société CAIRN dans le bloc C7 soit productif», a encore souligné M. Ould Mohamed Saleh. Pour sa part, le représentant de CAIRN ENERGY a exprimé sa satisfaction pour la signature de cet accord qui vise l'exploration et la production du bloc C7 en partenariat entre la Mauritanie et sa société. Il a noté que la société CAIRN ENERGY est l'une des principales sociétés d'exploration et de développement pétrolier et gazier en Europe qui participent au groupe de l'initiative pour la transparence des industries extractives.

Le secrétaire général du ministère de l'Habitat visite des chantiers d'infrastructures au Hodh Charghi



Le secrétaire général du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, M. Ahmed Ould Deddah, a visité, lundi, des infrastructures publiques exécutées par son département dans la moughataa de Bassiknou et de l'arrondissement d'Adel-Begrou pour s'informer de l'état d'exécution des travaux. A Bassiknou, le secrétaire général s'est rendu dans une zone lotie qui sera attribuée aux familles dont les habitations ont été endommagées par les pluies de l'hivernage dernier. A Adel-Begrou, il s'est informé de l'état d'avancement des travaux de construction d'infrastructures scolaires, des logements de fonctionnaires, du nouveau marché de la ville et d'un centre de santé réceptionné par le ministère de la Santé. M. Ahmed Ould Deddah avait, auparavant, visité, à Néma, le chantier du siège du Conseil régional dont les travaux seront achevés en septembre prochain.

Dans une déclaration à l'AMI, le secrétaire général a indiqué qu'il a insisté auprès des superviseurs des travaux sur le respect du délai fixé et les normes techniques telles que définies dans le cahier de charges. Il a précisé que la réalisation d'infrastructures de Bassiknou et Adel-Begrou, qui renforceront le développement local et l'accès des citoyens aux prestations sanitaires et à l'éducation, s'inscrit dans le cadre de l'exécution du programme "Taa-houdati" du Président de la République. Sur le chemin de retour, M. Ahmed Ould Deddah a tenu une réunion dans la localité de Mat-Laekarich avec les élus et notables de la commune d'El Mebrouk relevant de la moughataa de Néma. Cette réunion était axée sur les mécanismes visant la création d'un regroupement de 12 localités qui en ont formulé la demande.

Sensibilisation du secteur privé sur les mutations en cours dans l'énergie en Mauritanie

Le ministère des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs a organisé mardi à Nouakchott en coopération avec la Société Financière Internationale relevant du Groupe de la Banque Mondiale, des journées de sensibilisation du secteur privé. L'atelier vise sensibiliser ledit secteur autour des transformations en cours au sein du secteur de l'énergie à travers des exposés sur les énergies solaire et éolienne et les moyens de stocker.

Le ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Kane Ousmane Mamoudou, a indiqué que cet atelier intervient quelques semaines après la journée de sensibilisation du secteur privé sur le nouveau système de entre les secteurs publics et privé et ses caractéristiques marquantes. L'organisation conjointe de cet important événement avec la Société Financière Internationale (IFI) et le soutien qu'elle est en mesure de nous apporter dans ce cadre, constituent un motif d'espoir, compte tenu d'abord, de son expérience, de son palmarès dans le domaine et de son savoir-faire technique et financier. Il a rappelé que ces activités interviennent à un moment où notre économie, est en train de



Les perspectives d'extraction gazière, en off-shore, le potentiel en énergies renouvelables inestimable, et le nouveau dispositif de Partenariats Publics Privés (PPP), constituent poursuit-il, des opportunités à saisir par le secteur privé national et étranger et à exploiter dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant.

Pour sa part, le ministre du Pé-

pays a augmenté sa capacité de génération électrique et renforcé son réseau de transport grâce à des investissements significatifs intégralement financés par le secteur public, qui ont permis de porter le taux d'électrification moyen à 42%, malgré des disparités entre les zones urbaines et rurales avec des taux d'accès à l'énergie s'élevant respectivement à 75% et 8%. Toutefois, des chantiers dans la génération et la distribution restent encore à accomplir et les énergies renouvelables joueront un rôle majeur dans la réalisation de cette stratégie. Dans le cadre de la mobilisation des ressources nécessaires, la loi relative aux Partenariats Publics et Privés (PPP) révisée matérialise la volonté du Gouvernement mauritanien de mobiliser le savoir-faire et les capitaux privés afin de soutenir et d'accélérer l'atteinte des objectifs du secteur.

Dans ce contexte, l'IFI, précise-t-il, principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les pays émergents, aspire à mieux comprendre la stratégie sectorielle du pays ainsi que le rôle attendu du secteur privé dans l'exécution de cette dernière. IFC souhaite également présenter, à la partie mauritanienne, des exemples d'investissements privés dans le secteur de l'énergie, ainsi que des solutions de conseil et d'investissement d'IFI pour soutenir une intervention du secteur privé. Pour sa part, le Président de l'UNPM, M. Zeine El Abidine Ould Cheikh Ahmed, a indiqué que la rencontre a pour objectif d'étudier la stratégie sectorielle du gouvernement et le rôle attendu du secteur privé dans la mise en œuvre de cette stratégie.

Le ministre des Affaires économiques reçoit une délégation de la SFI...

Le ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Ousmane Mamoudou Kane, a reçu, mardi, à Nouakchott, une délégation de la Société financière internationale

recteur général de l'Agence pour la Promotion de l'Investissement en Mauritanie, le directeur général du Partenariat public-privé et le représentant de la Banque mondiale en Mauritanie.

...et se réunit par visioconférence avec le vice-président de la BM pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale

Le ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs, M. Ousmane Mamoudou Kane, s'est réuni, mardi, par visioconférence avec le vice-président de la Banque mondiale pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, M. Ousmane Diagona. La rencontre virtuelle a porté sur le portefeuille des projets qu'exécute la Banque mondiale en Mauritanie, la problématique de la dette, le dossier agricole et la question de la vaccination contre la covid-19.

Le ministre a présenté, lors de réunion, un exposé sur la situation économique de la Mauritanie et les effets de la crise sanitaire.

Au plan sanitaire, le ministre a précisé que la situation est stable, et que le nombre de cas de contamination est en état de régression soutenue.

En perspective d'une troisième vague de la pandémie, M. Kane a précisé que le pays a débuté la réception des vaccins.

« La Mauritanie a proposé une approche destinée à accélérer le rythme des projets exécutés par la Banque mondiale dans le pays », a conclu le ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs productifs.



Le ministre des Affaires économiques reçoit une délégation de la SFI...

s'engager sur la voie de la valorisation de son riche potentiel productif, créant les conditions favorables à l'émergence d'un secteur privé dynamique, créateur d'emplois et générateur de croissance inclusive concrétisant les engagements pris par Son excellence Monsieur le Président de la République, Mohamed Ould Cheikh El

trole, de l'Energie et des Mines, M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh, a précisé que l'accès universel et continu à une énergie fiable et peu chère reposant sur des infrastructures de qualité, à la fois pour un usage domestique et industriel, joue un rôle central dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée



...et se réunit par visioconférence avec le vice-président de la BM pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale

Ghazouani, relatifs à l'accès des populations aux services sociaux de bases et la mise en place d'infrastructures d'appui à la croissance,

(SCAPP) de la Mauritanie, qui constitue la feuille de route du développement du pays à l'horizon 2030. Dans ce contexte, dit-il, lors de la dernière décennie écoulée, le

Le ministre de la Défense rencontre une délégation quadripartite en charge du suivi des conclusions du sommet de N'Djamena



Le ministre de la Défense nationale, M. Hanenna Ould Sidi, a rencontré, mardi à Nouakchott, une délégation quadripartite chargée du suivi des conclusions du sommet de N'Djamena, tenu le 16 février 2021, et la mise en place de la feuille de route de la coalition pour le Sahel.

La délégation est composée de MM. Djimé Adoum, haut représentant de la Coalition pour le Sahel, M. Angel Losada, représentant spécial de l'Union Euro-

péenne pour le Sahel, M. Frédéric Bantems, envoyé spécial de la France pour le Sahel et l'ambassadeur de France à Nouakchott, SEM. Robert Moulié.

Au cours de la rencontre, les deux parties ont examiné les voies et moyens de renforcer le partenariat pour assurer la sécurité et la stabilité de la région. Elle s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, M. Cheikh Diallo.

Renforcement des capacités des femmes leaders dans l'espace G5 Sahel



Le secrétariat exécutif du G5 Sahel organise, du 6 au 8 avril 2021, à Nouakchott, un atelier consacré au renforcement des capacités des femmes leaders de l'espace G5 Sahel sur la gestion des conflits, la médiation et la justice transitionnelle.

Prennent part à cet atelier des délégations de Mauritanie, du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Il reste à faire pour impliquer davantage les femmes

Ouvrant les travaux de cette rencontre, Mme Naha Mint Cheikh Sidiya, ministre des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, après avoir souhaité la bienvenue aux participantes, a souligné que l'organisation de cet atelier qui vise à former les femmes leaders aux voies et mécanismes pour renforcer la participation dans les pays du G5 Sahel sur des sujets de grande importance tels que les techniques de communication, le plaidoyer, la négociation, la médiation et la justice sociales.

La ministre a rappelé que les femmes mauritaniennes représentent un peu moins de 20% des membres du gouvernement environ un cinquième des sièges au parlement et plus d'un tiers des conseillers municipaux et régionaux. Elles sont, poursuit la ministre, également présentes dans le corps diplomatique, dans l'administration publique et les conseils d'administration, ainsi que dans la magistrature et divers corps militaires et généralement, elles représentent 30% à faire

pour impliquer davantage des travailleurs et agents de l'Etat. Cependant, il reste à faire pour impliquer davantage les femmes dans les cercles de décision, a-t-elle affirmé. La ministre a indiqué que la nature des participants à cet atelier et leur diversité donnent la certitude qu'il atteindra les objectifs attendus.

Enfin, elle a remercié le G5 Sahel pour leurs efforts visant à faire progresser les femmes dans nos pays et à la coopération espagnole pour son accompagnement.

Hommage aux femmes du G5 Sahel



Pour sa part, M. Mahamadou Samaké, chef du département de Gouvernance du G5 Sahel, a, dans un discours prononcé au nom du secrétaire exécutif du G5 Sahel, rappelé l'engagement personnel du secrétaire exécutif, M. Sidikou en faveur de la promotion du genre, l'autonomisation des femmes et des filles, leur pleine participation à la prévention des con-

flits ainsi qu'à l'édification et au maintien de la paix dans notre sous-région et au-delà. Il a, enfin, rendu hommage aux femmes du G5 Sahel pour leurs efforts méritoires en matière de « peace-building » dans nos sociétés, avant de les encourager à persévérer dans cette voie qui est celle du salut pour nous tous.

De son côté, Mme Rita Santos Suárez, représentante de l'Agence espagnole de Coopération internationale pour le Développement, s'est dite honorée d'être présente parmi vous à l'ouverture de cet atelier. Elle a rappelé que

la coopération espagnole accorde la priorité pour l'appui aux femmes et au genre. « C'est à ce titre que nous appuyons le G5 Sahel pour la formation des femmes dans tous les domaines, dont la formation est vitale pour l'avenir de chaque pays. La coopération espagnole travaille avec la CDEAO et l'UA dans le cadre de la promotion du genre et du leadership des femmes, a-t-elle ajouté. « C'est un honneur pour moi d'être présente à cet atelier, dont nous souhaitons l'atteinte des objectifs et la mise à profit des connaissances acquises », a-t-elle conclu.

Cet atelier dont les travaux se poursuivent jusqu'au 8 avril est organisé grâce à un appui financier du royaume d'Espagne.

Compte-rendu d'ELY MAGHLAH

Début à Nouakchott d'un atelier sur le développement de la filière des boues de vidange

Un atelier sur le développement de la filière des boues de vidange de Nouakchott, organisé par le Conseil régional



de Nouakchott avec la collaboration de la ville de Lausanne, les communes suisses associées et l'Association Internationale des Maires francophones (AIMF), a mardi ses travaux à Nouakchott.

L'objet de cet atelier est de dresser une vision globale de Nouakchott par rapport à l'assainissement non collectif, de faciliter la définition des besoins, des forces et faiblesses ainsi que des orientations stratégiques réalistes et utiles pour l'avenir. Il permettra également d'identifier les besoins en études complémentaires selon les orientations choisies. Au cours de leurs travaux, les participants vont se concerter et réfléchir pour définir un développement des services d'assainissement durable et inclusif, répondant aux exigences locales.

Dans son mot d'ouverture, la présidente du Conseil régional de Nouakchott, Mme Fatimetou Mint Abdel Maleck, a indiqué que l'atelier est d'une importance capitale puisqu'il traite un sujet qui fait de Nouakchott, une ville en danger à cause essentiel-

lement de pratiques courantes qui nuisent à la santé des citoyens et qui ont un impact négatif sur l'environnement.

Elle a précisé que le Conseil régional, avec ses partenaires internationaux, les secteurs publics nationaux et d'autres acteurs réfléchiront ensemble afin de trouver des mécanismes qui développeront et organiseront la filière.

Mme Fatimetou Mint Abdel Malik a souligné que la parfaite organisation de la filière et sa gestion rationnelle transformeront les dangers en acquis à travers la création d'emplois en plus d'autres avantages qui servent la préservation du milieu environnemental et l'accroissement de la diversité.

La filière GBV couvre la vidange, l'évacuation, le traitement et l'utilisation finale ou la mise en dépôt des boues. Cette chaîne de services nécessite un système de gestion efficace, notamment à travers des lois et des stratégies cohérentes, en particulier en matière de définition et de mise en application des rôles et responsabilités de chaque intervenant de la filière.

Validation d'un mécanisme national de stockage alimentaire

Un atelier de validation d'un mécanisme

national de stockage organisé par le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) débuté mardi, à Nouakchott.

L'atelier s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement et de stockage de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, mis en œuvre par l'Agence régionale pour l'Agriculture et la Nutrition de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec un financement de l'Union européenne. Le projet permettra au commissariat de formuler une politique nationale de stockage dans le domaine de la sécurité alimentaire, de mettre en place un mécanisme de gestion des stocks et de former le personnel dans le domaine de la gestion et de la maintenance des stocks.

La réunion vise à permettre aux participants des secteurs concernés par la nutrition d'échanger des vues et de discuter de la question afin de formuler des propositions pratiques qui contri-

buent à atteindre les résultats escomptés. Le commissaire adjoint à la Sécurité alimentaire, M. Mohamed El Eid Khayar, a expliqué que le gouvernement mauritanien attache une grande importance au suivi des conditions de vie des citoyens les plus vulnérables et exposés aux risques de malnutrition. C'est ainsi que les conditions de stockage et de conservation des produits alimentaires représentent une priorité pour garantir la qualité des denrées alimentaires destinées aux citoyens.

L'atelier a été ouvert en présence d'un certain nombre de cadres du CSA et de personnes intéressées par le domaine.



Covid-19 :

34 cas de guérison, 1 décès et 16 nouveaux cas de contamination

Le ministère de la Santé a annoncé mardi soir lors du point de presse quotidien sur la situation épidémiologique en Mauritanie, l'enregistrement de 34 cas de guérison, d'1 décès et de 16 nouveaux cas de contamination au coronavirus. Les nouveaux cas se répartissent ainsi :

Nouadhibou : 2
Tevragh Zeïna : 3
Dar Naïm : 1
Arafat : 1
Riyad : 1

Le ministère de la Santé a précisé que ces résultats ont été obtenus à la suite de 1083 tests dont 34 de suivi. Le cumul est désormais de 17955 cas d'infection dont 17246 guérisons et 450 décès.



Le ministre des Affaires étrangères reçoit les copies figurées des lettres de créance des nouveaux ambassadeurs de Chine...



SE M. Li Baijun a remis, mardi à Nouakchott, au ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritiens de l'Extérieur, M. Ismaël Ould Cheikh Ahmed, des copies figurées de ses lettres de créance, en qualité d'ambassadeur de la République Populaire de Chine auprès de la République islamique de Mauritanie.

La rencontre s'est déroulée en présence du directeur général de la Coopération bilatérale, M. Mohamed El Hanchi El Kettab et de Mme Fatimettou Cheikhna, ambassadrice directrice du département Asie, au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritiens de l'Extérieur.

... et de Grande Bretagne



SEM. Colin Wells a remis, mardi à Nouakchott, au ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritiens de l'Extérieur, M. Ismaël Ould Cheikh Ahmed, les copies figurées de ses lettres de créance en sa qualité d'ambassadeur de Grande Bretagne auprès de la République islamique de Mauritanie.

La rencontre s'est déroulée en présence du directeur général de la Coopération bilatérale, MM. Mohamed El Hanchi El Kettab et Ahmed Mahmouda, ambassadeur directeur du département Europe, tous deux au ministère des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritiens de l'Extérieur.

Le ministre de l'Intérieur rencontre une délégation quadripartite chargée du suivi des conclusions du sommet de N'Djamena



Le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, M. Mohamed Salem Ould Merzoug, a rencontré mardi à Nouakchott, une délégation quadripartite chargée du suivi des conclusions du sommet de N'Djamena tenu le 16 février 2021.

La délégation actuellement en visite en Mauritanie est composée de MM. Djimé Adoum, haut représentant de la Coalition pour le

Sahel, M. Angel Losada, représentant spécial de l'Union Européenne pour le Sahel, M. Frédéric Bantems, envoyé spécial de la France pour le Sahel et de l'ambassadeur de France à Nouakchott, SE M. Robert Moulié.

Au cours de la rencontre, les deux parties ont examiné les voies et moyens de renforcer le partenariat pour assurer la sécurité et la stabilité de la région du Sahel.

Le ministre de l'Emploi visite la coordination de l'emploi et des entrepreneurs féminins

Le ministre de l'Emploi, de la Jeunesse et des Sports, Dr. Taleb Ould Sid'Ahmed, s'est réuni mardi avec les jeunes entrepreneurs et a visité des entreprises féminines et d'autres dans le domaine de l'élevage.

Au terme de ces déplacements, le ministre a déclaré à l'AMI qu'après le lancement du programme élargi du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, son département a procédé récemment à la mise en œuvre d'un programme pilote ciblant la zone du triangle de l'Espoir, notamment M'Bout et Barkéol. « Cette initiative a déjà permis la création de 960 emplois. "Pour 2021, mon département compte créer, à travers les programmes "Mihneti" et "Mechrou moustaghbelli", et le fonds de l'entrepreneuriat, dix



mille nouveaux emplois », a-t-il dit.

Dr. Ould Sid'Ahmed a exhorté les jeunes à s'orienter massivement vers les secteurs productifs comme l'agriculture et la pêche pour vaincre le spectre du chômage. Il a noté que la fonction publique n'est pas le seul empl-oyeur.

Au sujet de l'entrepreneuriat féminin, il a souligné l'intérêt qu'accorde le Président de la République à l'emploi de l'élément féminin, et noté que le fonds de l'entrepreneuriat va résorber le chômage au sein de cette frange de la population.

Célébration de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose

La journée mondiale de lutte contre la tuberculose a été célébrée, mardi à Nouakchott, à l'instar de la communauté internationale.

L'événement a donné lieu à un débat axé sur les voies et moyens de faciliter le diagnostic et la prise en charge de cette pathologie mortelle et contagieuse. Le débat est supervisé par le directeur des Maladies non transmissibles au ministère de la Santé, M. Anne Ahmed Tidjane avec la participation des directeurs régionaux de la Santé, et les points focaux régionaux de la lutte contre la tuberculose et la lèpre.



Atelier sur le plan d'action national de mise en œuvre de la résolution 1325



Un atelier de sensibilisation sur le plan d'action national de mise en œuvre de la résolution 1325, organisé par le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille en coopération avec la coordination du système des Nations Unies en Mauritanie, a entamé ses travaux mardi à Nouakchott. Cet atelier d'une journée vise à promouvoir un plan national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 des Nations Unies, qui prévoit d'accroître la participation des femmes à tous les niveaux des processus de prise de décision et de résolution des conflits et de les protéger contre la violence physique et la discrimination.

Le secrétaire général du ministère des Affaires Sociales, M. Mohamed Mahmoud Ould Sidi Yahya, a expliqué que Son Excellence le Président de la République, M. Moha-

med Ould Cheikh El Ghazouani, a adopté une approche globale de développement marquée par la diffusion de l'esprit de tolérance et d'apaisement des tensions dans la société mauritanienne. Il a, par la suite, indiqué que cela s'est traduit par une ouverture à tous (y compris l'opposition) et un recentrage de la lutte contre la précarité et l'injustice. Il a ajouté que notre pays a élaboré un plan national pour appliquer cette résolution onusienne sur les femmes, la sécurité et la paix. Pour lui, notre pays n'est pas concerné par certains aspects de cette décision portant sur les conflits armés, mais il est néanmoins touché par ce qui se passe dans les pays voisins, où des milliers de femmes se sont réfugiées chez nous suite à ces conflits. De son côté, la coordonnatrice du système des Nations Unies en Mauritanie, Mme Maria Stavro Paolo, a salué les efforts consentis par le

gouvernement mauritanien, à travers le ministère des Affaires sociales, pour mettre en œuvre le plan d'action des Nations Unies, auquel a trait cet atelier. Elle a ajouté que le plan national de la Mauritanie répond également à son engagement à œuvrer pour atteindre les objectifs du développement durable. Toutefois, il convient de noter que la résolution 1325 concerne les problèmes des femmes et aborde les quatre axes de l'agenda des femmes, tels que la sécurité, la paix, la prévention, la protection, la participation, les secours et la reconstruction après les conflits.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du commissaire adjoint aux Droits de l'Homme, à l'Action humanitaire et aux Relations avec la Société civile et des représentants de plusieurs départements ministériels et des organisations de la société civile.

Nouakchott :

Journée de partage des résultats du processus de réforme des écoles normales des instituteurs

Partager les résultats du processus de réforme des écoles normales des instituteurs, tel est l'objectif d'une journée "portes ouvertes", organisée mardi à Nouakchott, par le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation technique et de la Réforme.

La rencontre a pour objectif de mesurer l'état d'avancement de l'effort de réécriture des programmes des

écoles normales des instituteurs. Supervisant la rencontre, le ministre de l'Éducation nationale, de la Formation technique et de la Réforme, M. Mohamed Malainine Ould Eyih, a précisé que la réforme sur laquelle se penche son département, constitue la concrétisation du programme du Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, visant à professionnaliser et à renforcer les compé-

tences de l'enseignant, afin qu'il puisse s'acquitter pleinement de sa mission qui consiste à former des enfants mauritaniens dans les valeurs culturelles, religieuses et patriotiques.

« Cela requiert l'acquisition des techniques de l'heure, surtout le respect des principes de l'équité et de l'égalité de chances. La réforme des programmes de l'ENI constitue une composante essentielle de l'assainissement du système éducatif, en cours depuis huit mois », a-t-il souligné. Le ministre a ajouté que la révision des programmes des ENI va permettre à notre système éducatif d'être plus harmonieux avec les innovations de l'heure dans le domaine éducatif.

Pour sa part, le directeur de l'ENI de Nouakchott, M. Mohamed Lemine Ould Mohamed Abdallahi Ould El Bane, a souligné la pertinence de la réforme inclusive en cours dans le secteur éducatif, et son rôle attendu dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement.



Hodh Charghi :

Le wali appelle au respect de l'horaire du travail

Le wali du Hodh Charghi, M. Cheikh Ould Abdallahi Ould Ouah, a tenu, mardi, une réunion avec les directeurs et les chefs de services régionaux dans la wilaya.

Dans un mot pour la circonstance, le wali a exhorté l'assistance à faire preuve de discipline et de ponctualité et à veiller à rapprocher l'administration du citoyen, à travailler dans un esprit d'équipe et à donner la meilleure image possible des services de l'Etat.



Trarza :

Le wali s'enquiert des conditions du nouveau marché de bétail

« Vous devez adopter un comportement civique et veiller sur la propreté et l'organisation de ce marché qui est la concrétisation d'une vieille doléance des opérateurs du secteur ». C'est ce qu'a déclaré le wali du Trarza, M. Moulaye Ibrahim Ould Moulaye Ibrahim, lors d'une visite au nouveau marché du bétail de Rosso.

Pour sa part, le maire de Rosso, M. Bamba Ould Daramane a précisé que le marché offre aux vendeurs de bétail de meilleures conditions de sécurité et de confort.



Le délégué adjoint du ministère du Développement rural, M. Mohamed Cheikh, a, quant à lui, précisé que le marché a nécessité un finan-

cement de soixante-dix millions MRO, et qu'il fait partie de douze marchés qui seront réalisés dans le Trarza.

Fin du dénombrement des ménages pauvres au niveau de la commune de Nouadhibou

Une cérémonie de remise des listes de familles pauvres aux chefs des commissions de quartier de la ville a eu lieu lundi dernier à Nouadhibou dans les locaux de la direction des Affaires sociales et culturelles de la commune.

Cette mesure intervient trois mois après le début du processus de recensement des familles pauvres de la commune de Nouadhibou. Une opération qui a été supervisée par la direction générale du Registre social et des systèmes d'information de la délégation générale à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'Exclusion, «Taazour».

Le wali de Nouadhibou, M. Sid'Ahmed Ould Houeibib, a indiqué, dans une allocution à cette occasion, que le processus de recensement des familles pauvres permettra la constitution d'une base de données qui servira à mieux orienter les programmes du gouvernement vers les populations ciblées.

Il a salué les efforts consentis par Taazour pour assurer l'achèvement de ce processus à travers lequel elle a diagnostiqué la situation des ménages afin de faciliter les interventions de la commission.

Le maire adjoint de la commune de Nouadhibou, M. Abderrahmane Ould Mohamed Vall, a évoqué ce processus, appréciant les efforts déployés par la commission pour identifier les familles pauvres de la ville de Nouadhibou.

De son côté, le coordinateur du programme Tekavoul que conduit Taazour, Dr Moulay El Hacen Zeidane Abdel Maleck, a remercié les équipes qui ont mené l'opération de dénombrement pour les efforts qu'elles ont déployés permettant l'accomplissement de ce travail en un temps record, malgré les contraintes imposées par la pandémie de Covid-19. Il a ajouté que la remise des listes de ménages pauvres n'exclut pas l'existence de réserves que certains pourraient émettre lors de la mise en œuvre de ce processus.

Dr Moulay El Hacen Zeidane Abdel Maleck a, encore, noté que la délégation Taazour tient à la transparence et à l'exhaustivité de cette opération. C'est pourquoi, a-t-il ajouté, elle laisse aux citoyens une période de quinze jours supplémentaires pour signaler toutes les omissions éventuelles afin qu'elles soient prises en compte.

De son côté, le directeur général du Registre social et des Systèmes d'information, M. Ahmed Salem Ould Bedda, qui a passé en revue les aspects de cette opération, a fait observer que la mission a divisé la commune de Nouadhibou en 96 zones, ce qui a conduit à l'enregistrement de 18 785 maisons et le dénombrement de 22 071 familles.

Il a souligné qu'après compilation et traitement des données recueillies sur la base de critères uniformes et transparents, 6 649 familles ont été éligibles au statut de vulnérabilité.



FAX: 00 222 45 25 55 20

E-mail : Chaabrim@gmail.com

amiakhbar@gmail.com

B P: 371/ 467

Sahel : 375 millions de dollars de la Banque mondiale pour l'élevage

Le secteur de l'élevage dans le Sahel, crucial pour la sécurité alimentaire, vient d'avoir un allié de taille. Fin mars 2021, la Banque mondiale a annoncé un financement de 375 millions de dollars US en soutien au secteur pastoral des pays de la vaste zone allant du Sénégal à l'Ouest au Tchad à l'Est, en passant par la Mauritanie, le Mali le Niger et le Burkina Faso.

Confiés à l'Association internationale de développement (IDA), ces fonds constituent la phase II du projet régional d'appui au pastoralisme au Sahel, après une première phase au bilan jugé « très positif ». Les 375 millions de dollars, soit 13,5 milliards MRU, permettront de renforcer la santé animale, tout en améliorant l'accès aux ressources naturelles et leur gouvernance.

Pour ce faire, seront mis en place de nouveaux forages et points d'eau accessibles aux 13 millions d'éleveurs que comptent ces six principaux pays du Sahel, composés par le G5S plus le Sénégal (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Sénégal). Il en sera ainsi également concernant les pâturages afin de réduire les conflits liés aux difficultés d'accès aux ressources.

Ainsi, les déplacements pacifiques locaux et transnationaux le long des axes de transhumance seront également définis. Tout ceci devrait permettre d'accroître les revenus d'un secteur qui fait vivre 20 millions de personnes au Sahel. Le programme prévoit que 30% au moins des bénéficiaires seront des femmes et que les jeunes comptent, eux aussi, dans l'allocation de ces ressources comme contribution à la résorption du chômage.

Il convient de signaler que « les restrictions imposées par la pandémie de Covid-19 ont rejailli sur les activités pastorales, induisant une forte hausse des

prix du bétail tout en pénalisant les éleveurs par la fermeture des marchés et les limitations de circulation », souligne la Banque mondiale.

En outre, en dépit « des efforts constants des gouvernements et de leurs partenaires, l'insécurité alimentaire et la malnutrition continuent de sévir au Sahel et les systèmes d'élevage pastoral font partie, parmi d'autres leviers, des solutions cruciales pour y remédier, tout en contribuant à l'entretien de vastes pans d'un territoire fragile dans ces régions arides et semi-arides », poursuit l'institution de financement internationale.

Forts enjeux, faibles soutiens

En décidant de voler au secours du secteur de l'élevage, en y injectant un financement de près de 14 milliards d'ouguiyas, soit le dixième de ce que la Banque mondiale vient de décaisser pour six pays de la zone du Sahel, la Mauritanie met fin à un paradoxe qui existe un peu partout : de forts enjeux, malgré de faibles soutiens !

En effet, les grands pays d'élevage du Sahel comme le Niger, le Mali ou le Burkina Faso soutiennent très peu le secteur de l'élevage, constatent bon nombre d'analystes, de la Banque mondiale à la FAO, en passant par les organisations d'éleveurs, les ministères de l'Élevage de ces pays eux-mêmes. C'est surprenant dans ces pays qu'on présente pourtant comme des bons élèves dans le respect des engagements de Maputo (engagement des Etats africains à dédier 10% du budget national à l'agriculture, élevage compris). C'est surtout étonnant dans des « pays à vocation agropastorale » pour lesquels les filières animales sont considérées par tous les acteurs comme stratégiques, porteuses ou prioritaires. Enfin, il y a lieu de se demander pourquoi ces pays n'investissent pas davantage sur ces filières sensibles qui, selon les politiques adoptées, pourraient devenir un grand pourvoyeur d'emplois et un socle de l'intégration régionale.

L'élevage tient une place importante dans l'économie des pays du Sahel, sans exception aucune. Ce secteur représente généralement plus d'un tiers du PIB agricole de ces pays. Selon l'OCDE, si on comptabilisait la contribution de l'élevage à l'agriculture (fumure, attelage), ainsi que d'autres services (sous-produits, épargne), la contribution au PIB agricole de ces pays s'élève à 50%.



Si l'on regarde le poids de l'élevage dans l'ensemble de l'économie dans ces pays en revanche, certaines analyses s'alarment de son déclin, notamment du fait de l'émergence d'autres secteurs d'activités dans la formation du PIB.

Avec les produits miniers et le coton, le bétail (vendu principalement sur pieds) est parmi les premiers postes d'exportation des pays enclavés sahéliens, souvent le troisième après l'or et le coton comme au Burkina Faso. Il s'agit du premier produit échangé entre les pays sahéliens et les pays côtiers, il représente donc un important facteur d'intégration régionale. Le mode de production extensif est également caractérisé par des faibles coûts de production, ce qui rend le bétail sahélien fortement compétitif. Durant les deux dernières décennies, les transactions de l'élevage entre les pays ouest-africains ont connu une croissance considérable pour atteindre près d'un milliard de dollars US. De l'avis de plusieurs experts, les flux réels de bétail entre les pays sahéliens et les pays côtiers sont largement sous-estimés : les statistiques officielles ne représentent probablement en moyenne qu'environ un tiers des transactions réelles en valeur.

Un cheptel en forte croissance, malgré les crises



Selon les estimations, dont on sait qu'elles sont peu fiables, le cheptel bovin du Niger, du Mali et du Burkina Faso s'élève pour chacun à plus de neuf millions de têtes (1,4 millions en Mauritanie). Ils forment avec le Nigeria (autour de 16 millions) les plus gros producteurs de viande rouge de la Cedeao. Le cheptel ovin et caprin est particulièrement en croissance dans les quatre pays depuis les grandes sécheresses et malgré les crises climatiques à répétition (2002, 2005, 2008, 2010, 2012, cinq crises alimentaires majeures en dix ans). « La courbe des bovins comparée à la courbe de la population rurale montre les effets à long terme des crises sur l'élevage. On voit en constatant l'évolution du rapport bovin/humain que l'élevage bovin ne s'est jamais vraiment remis des grandes sécheresses des années 1970 et 1980 », souligne une étude commanditée par le CILSS.

Dans ces pays, les conditions de vie et de production de nombreux éleveurs se sont pourtant dégradées sous l'effet de contraintes de tous ordres. Crises climatiques, prix non incitatifs à la production et à la vente, entraves à la mobilité entre les pays, conflits croissants avec les agriculteurs dont les champs empiètent de plus en plus sur les zones de pâturage, urbanisation et enfin développement de l'insécurité physique

dans les zones reculées sont autant de réalités auxquelles les pasteurs sont confrontés. Par exemple, les aires de pâturage, les couloirs de passage, les pistes de transhumance et les enclaves pastorales se réduisent comme peau de chagrin. Comme les pâturages des zones pastorales, ils sont « colonisés » par des champs ou des propriétés privées de nouveaux acteurs (commerçants, fonctionnaires, élus).

Les Etats n'ont pas su inverser la tendance et ont globalement axé leurs politiques sur des enjeux de production végétale d'exportation. La production animale est tirée par une demande urbaine des pays côtiers en plein boom. Les produits animaux sont de plus en plus consommés.

« Si les opérateurs économiques sahéliens ne s'organisent pas rapidement, la viande d'Afrique australe pourrait inonder leur marché dans les 20 prochaines années », alertait déjà le CILSS, il y a près d'une décennie.

Selon les experts, les pays du Sahel respectent les engagements de Maputo. En moyenne, les Etats sahéliens constituent la majorité des dix pays africains sur 54 à consacrer 10% de leur budget à l'agriculture (élevage compris). En comparaison avec la décennie précédente, ce taux est cependant clairement à la baisse. Durant les années 1990, les pays sahéliens enclavés pouvaient consacrer jusqu'à 40% de leur budget à l'agriculture. Mais ils ne respectent pas les recommandations de l'UA-BIRA (Bureau Interafricain des Ressources Animales de l'Union Africaine) concernant l'élevage. Espérons qu'avec le nouvel engagement de Timbédra, la Mauritanie est, en partie, réparée cette erreur.

Sneiba Mohamed

Hygiène de vie

Douleur au ventre : 5 signes qui doivent vous inquiéter

Le mal de ventre est une douleur classique qui peut être causée par de nombreux facteurs. Mais dans certains cas, il peut être le signe de troubles graves. Quand faut-il commencer à s'inquiéter ? Si vous avez mal au ventre la veille d'un examen, après avoir trop mangé ou pendant un gastro-entérite, il ne faut pas vous inquiéter, c'est bien normal. En revanche, il peut arriver que des douleurs au ventre surviennent et qu'elles soient le signe de maladies ou de troubles à surveiller de près. Alors comment savoir si ces maux sont graves ou pas ? Nous vous donnons 5 pistes.

1. Si le mal de ventre est accompagné de vomissements et de fièvre

Vous avez particulièrement mal au ventre et cette douleur est accompagnée de fièvre et de nausées, il est temps de consulter un médecin. Il sera capable de savoir s'il s'agit d'une appendicite, d'une colique hépatique avec présence d'un calcul biliaire, d'une cholécystite aiguë, d'une gastro-entérite, d'un ulcère gastroduodénal, d'un reflux gastro-œsophagien, d'une intolérance au gluten ou au lactose, ou de coliques néphrétiques.

Les maux de ventre ne sont pas à prendre à la légère. En règle générale, si après avoir pris un antalgique, la douleur persiste fortement, il ne faut pas hésiter à se rendre chez le médecin ou aux urgences si la douleur est trop intense.

2. Si le mal de ventre est accompagné d'une perte de poids anormale

Une perte de poids inexplicable est toujours suspecte. Si elle est accompagnée de maux de ventre, il ne faut pas tarder à se rendre chez le médecin. Une perte de poids brutale peut être le signe de problèmes de thyroïde, de diabète, d'affections digestives graves, de soucis hépatiques, cardiaques, rénaux ou encore respiratoires.

L'ulcère gastrique se manifeste aussi par une perte de poids accompagnée de maux de ventre. Il faut être très prudent avec ce type d'ulcère, car il peut se transformer en cancer gastro-intestinal. Si vos douleurs et votre perte de poids sont associés à une difficulté à avaler, vous souffrez peut-être de reflux gastro-œsophagien.

3. Si le mal de ventre survient entre les repas

Il se peut que vous ayez très mal au ventre quelques heures après un repas et que la douleur disparaisse en mangeant ou en buvant. Dans ce cas-là, vous souffrez peut-être d'un ulcère de l'estomac ou ulcère gastrique. Les symptômes peuvent aussi être accompagnés de nausées, voire de vomissements.

Ces ulcères se soignent très bien, soit avec des anti-sécrétoires pour réduire la production d'acide gastrique, soit avec des antibiotiques. Dans tous les cas, il ne faut pas rester avec un mal de ventre de cette nature sans consulter un médecin. Si la situation empire, une intervention chirurgicale pourrait en effet être nécessaire.

4. Si le mal de ventre est accompagné d'un retard de règles

Si vous avez un retard de règles et que vous êtes prise d'une violente douleur au ventre, ce n'est pas chez le médecin qu'il faut se rendre mais



directement aux urgences. Vous êtes peut-être en train de faire une grossesse extra-utérine. Mais de quoi s'agit-il ? Ces douleurs sont dues à une mauvaise localisation de l'œuf qui, au lieu de se nicher dans l'utérus, reste bloqué dans une trompe. Ce qui est inquiétant, c'est que cette douleur peut être le signe d'une hémorragie interne. En grossissant, l'œuf fait éclater la trompe qui se met à saigner. Si c'est le cas, alors l'intervention chirurgicale sera indispensable. La grossesse extra-utérine peut-être accompagnée de petits saignements. En cas de grossesse, tout saignement est à prendre au sérieux, même sans douleur.

5. Si le mal de ventre est très intense au moment des règles

Avoir mal au ventre pendant ses règles n'est pas inquiétant en soi, mais si les douleurs sont particulièrement intenses, elles ne doivent pas être négligées. Vous pouvez en effet souffrir d'endométriose. Il s'agit une maladie qui se caractérise par le développement de tissus semblables à celui de la muqueuse de l'utérus, mais à l'extérieur de l'utérus.

Les patientes atteintes de cette maladie peuvent avoir des douleurs de

règles très violentes, mais aussi des douleurs pendant les rapports sexuels. Ces douleurs peuvent être si intenses qu'elles empêchent à la femme d'avoir une vie épanouie. Il est important de diagnostiquer tôt une endométriose, car elle peut conduire à l'infertilité. En cas de doute, n'hésitez pas à en parler à votre gynécologue.

Pourquoi la météo nous affecte-t-elle ?

L'arrivée de l'hiver et des journées plus courtes vous donne le cafard ? La perspective d'une journée pluvieuse et froide vous donne envie de passer la journée sous la couette ? Au contraire, l'arrivée du printemps vous met en joie ? Vous faites partie des "météosensibles". On vous explique pourquoi.

La météo joue-t-elle vraiment sur nos humeurs ? Certaines croyances estiment que notre moral est conditionné par le temps qu'il fait tandis que des études tendent à montrer que nous ne sommes pas tous météosensibles. Voici quelques points de repère.

Comment le temps joue-t-il sur nos humeurs ?

On a tendance à penser que le temps qu'il fait joue un très grand rôle sur nos humeurs. Il est vrai que lorsque le ciel est au beau fixe, on a souvent un meilleur moral et des idées plus positives. De même, lorsqu'il pleut ou qu'il fait froid, on a plus tendance à se replier sur soi, on ressent souvent des coups de cafard et on aimerait rester sous la couette bien au chaud ! Le temps ne rend pas malade mais peut accentuer certains symptômes.

On constate qu'en période de grands froids, il y a plus de cas de dépressions et de suicides. Est-ce vraiment lié ? Il semblerait que ce soit surtout le manque de lumière - plus que les températures basses - qui soit en cause dans ce type de dépression. « Le problème, c'est la cumulation des facteurs. En effet, si en plus du mauvais temps, la personne accumule d'autres difficultés dans le travail ou d'ordre sentimental, elle va être beaucoup plus sensibilisée » précise Marie Romanens, psychothérapeute. Météosensible, qu'est-ce que c'est ? On est météosensible lorsque l'on souffre de troubles dépressifs liés au manque de lumière et à la baisse des températures.

Les psychologues américains parlent alors de Seasonal Affective Disorder (SAD), en français, le désordre affectif saisonnier. Comment se manifeste ce SAD ? Fatigue, manque d'intérêt pour les activités du quotidien, baisse de la concentration, retrait social, besoins compulsifs de manger du sucre (spécialement du chocolat), prise de poids, etc.

La luminothérapie est-elle efficace ? Si le temps joue vraiment sur nos émotions et spécialement pour les personnes pour qui la météo joue un rôle important sur leur humeur, il existe une thérapie qui tend à se développer de plus en plus et spécialement dans les pays où le soleil se fait plus discret (voire inexistant) pendant de longs mois : la luminothérapie.

Une demi-heure d'exposition à une lampe très puissante par jour suffirait à combler le manque de soleil responsable de certaines dépressions. Moins puissantes mais plus douces et très efficace : le simulateur d'aube. Il permet d'être exposé à une lumière douce et progressive alors que l'on dort encore. Ainsi, le rythme biologique s'adapte mieux au raccourcissement des jours dès le début de l'automne.

Comment faire pour dépasser les effets de la météo sur nos humeurs ? L'hiver arrive à grands pas. Pour tenter de passer au-dessus des effets du temps sur nos humeurs, certains conseils peuvent être précieux. Avant de tester la luminothérapie, Alain Héril, auteur de « Pour surmonter la dépression saisonnière », vous donne ces recommandations : « sortez au moins une heure par jour, laissez entrer un maximum de lumière chez vous, faites de l'exercice physique, de préférence à l'extérieur, prenez des oméga-3 et du magnésium, méditez et apprenez à contrôler vos émotions ».

Sidi Moustapha Ould BELLALI
bellalidis@yahoo.fr

Comment en finir avec l'obsession du bonheur ?

S'il y avait une recette du bonheur, cela se saurait et tout le monde serait heureux ! Mais à en voir tous les livres de développement personnel qui inondent les librairies, c'est une vraie tendance de notre société actuelle.

Tout le monde semble obnubilé par le bonheur. Mais comment faire pour que cela cesse d'être une obsession ?

Qu'est-ce que le bonheur aujourd'hui ? Peut-on être heureux sans être libre ? Pour trouver le bonheur faut-il le chercher ? Rassurez-vous, nous n'allons pas vous faire un cours de philosophie ou vous refaire passer l'épreuve du bac. Il faut néanmoins reconnaître que « comment vivre heureux ? » est une question récurrente dans notre vie.

Mais qu'est-ce que le bonheur ? Vaste sujet sur lequel d'illustres personnages comme Épicure, Aristote, Spinoza, Diderot et bien d'autres ont planché parfois toute leur vie. Pour les hédonistes, le bonheur est lié au plaisir des sens ; pour les Stoïciens c'est le contraire, le bonheur se trouve dans la maîtrise de soi qui consiste à écarter toute passion. Du côté des philosophes des Lumières, le bonheur doit être collectif et politique.

Et de nos jours, qu'est-ce que le bonheur ? Une réussite professionnelle ? Être en bonne santé ? Avoir des amis ? Fonder une famille ? Être riche

? C'est apparemment tout cela à la fois. Mais est-ce un but réellement atteignable ?

Le bonheur, un impératif ?

Aujourd'hui, pour se sentir heureux il faudrait tout réussir, partout, pour tout et avec tout. Un vrai défi qui pourrait paradoxalement nous rendre malheureux, voire même provoquer une dépression si "toutes les cases ne sont pas cochées". Un objectif qui peut devenir une vraie tyrannie pour soi-même.

Pour le romancier et essayiste français Pascal Bruckner, « Nous sommes la première société dans l'histoire à rendre les gens malheureux de ne pas être heureux ».

L'auteur de L'Euphorie perpétuelle : essais sur le devoir de bonheur estime en effet que cette course au bonheur, cet impératif de perfection, est une vraie source d'inquiétude et d'angoisses. Pourtant, selon l'écrivain, « les 80 % de notre vie sont faits de moments neutres, ni heureux ni malheureux ».

Mais comment arrêter d'être obnubilé par le bonheur, par cette quête inatteignable qui vire, pour certains, à une véritable obsession ? Faut-il tout envoyer promener et abandonner toute bonne résolution ? Au diable le sport, les cures detox, les amis et le boulot ? Pas question ! Il s'agit plutôt de connaître ses limites et de ne pas forcément chercher à les dépasser.

Déterminez vos limites et trouvez vos propres réponses

N'appliquez pas à la lettre tous les conseils de développement personnel et faites le tri sans culpabiliser. Piochez ce qui vous convient et laissez tomber ce qui vous semble impossible à atteindre. Arrêtez de vous mettre la pression ! Vous n'arrivez pas à tenir quotidiennement votre carnet de gratitude ? Laissez tomber ! Vous lever avant le soleil pour faire des exercices vous semble insurmontable ? Ce n'est pas grave !

Évitez aussi de vous comparer aux autres. Votre voisin vous semble avoir une vie plus heureuse que la vôtre ? Pourtant ce n'est peut-être qu'une façade et ce qui peut sembler parfait et lisse de l'extérieur s'avère parfois totalement anarchoïque en profondeur. Suivez votre petit bonhomme de chemin et arrêtez de courir après la perfection. Ce n'est pas aux autres de vous dire comment trouver le bonheur mais à vous de trouver vos propres réponses.

Halte donc au bonheur de façade et si vous avez envie de râler, de boudier, de pleurer : ne vous privez pas ! Enfin, gardez en tête qu'il existe une distinction entre « être heureux » et « se sentir heureux ». Il y a en effet une grande différence entre ce que l'on est et ce que l'on sent : à méditer...

Section 0. Avis d'Appel d'Offres (AAO)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SEPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUMCATION

Avis d'Appel d'Offres N° 01/F/2021/MESRSTIC/ISPLTI

pour une Prestation de Services de Restauration et de Traiteur dans les locaux de l'ISPLTI

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite à l'approbation du Plan de Passation des Marchés par la Commission National de Contrôle des Marchés Publics pour l'année 2021.

2. Le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget de fonctionnement de 2021 alloué par l'Etat Mauritanien des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre d'un marché relatif à la **Prestation de Services de Restauration et de Traiteur dans les locaux de l'ISPLTI** (voir Spécifications techniques) en seul lot unique.

3. Le candidat s'engage sur un délai d'exécution de 12 mois à compter de la date de notification du marché.

4. Le MESRSTIC sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises.

5. Le présent appel d'offres est un Appel d'offres national ouvert.

6. Le présent appel d'offres est ouvert à tous les candidats éligibles remplissant les conditions définies dans le Dossier d'Appel d'Offres.

7. Les candidats intéressés peuvent obtenir des infor-

mations auprès de la Direction de l'ISPLTI à l'adresse mentionnée ci-après :

Mohamed Lemine Sidi Baba. Directeur des Etudes, téléphone 00222 46467144.

Email : mlsidibaba@yahoo.fr. Nouadhibou à côté de l'hôpital régional.

8. Les exigences minimales en matière de qualification sont ;

• Capacité Financière de 18.000.000 MRU

-Le chiffre d'affaires annuel moyen du Candidat sur les 03 dernières années doit être égal ou supérieur ou égal à 4.000.000 MRU

La visite des lieux est obligatoire.

-Les candidat doit avoir réalisé au moins deux (02) marchés dans le domaine de la restauration et la gestion des buvettes et/ou l'organisation de prestation de service comme traiteur pour des hôtels de bonne réputation ou des établissements dans le secteur public ou para public sur les trois (03) dernières années.

9. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse mentionnée ci-après :

Institut Supérieur Professionnel de Langues, Traduction et d'Interprétariat (ISPLTI) sis à côté de hôpital

Régional. Téléphone 0022246467144 à Nouadhibou tous les jours ouvrables (de 8h:00mn à 16h:00mn excepté le vendredi de 8h:00mn à 11h:00mn, contre le paiement non remboursable d'un montant de dix mille ouguiyas (2000 MRU). la méthode de paiement sera un versement direct au trésor public contre une quittance qui sera jointe à la demande du DAO).

10. Les offres devront être rédigées en langue française et devront être déposées à l'adresse indiquée dans le DAO au plus tard le **06/05/2021 à 12 TU**.

Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui désirent assister à l'ouverture des plis à l'adresse suivante: Commission Pluri-départementale de Passation des Marchés (CPDM) à l'adresse suivante : Carrefour cité SMAR. Avenue : Moutar Ould Dadah sis Immeuble MOUNA au premier étage le **06/05/2021 à 12 TU**.

11. les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'un montant de **1 200 000 MRU** valable pour une durée de 120 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de **90 jours**, à compter de la date limite de dépôt des offres.

Sidi MOULAYE ZEINE

998Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et des Technologies de l'Information et de la Communication.
Cabinet du Ministre,
Conseiller chargé du suivi et de l'évaluation.

Nouakchott, le 05/03/2021

Récapitulatif de collecte de références académiques d'enseignants permanents de quelques institutions de l'enseignement supérieur.

N°	Institutions	Effectif enseignant	Diplômes déposés	Diplômes non déposés	% de diplômes non déposés	Observations
1	FST	138	131	07	5.04	
2	FSIE	111	101	10	9.09	
3	FLSH	141	124	17	12.21	
4	FM	93	67	26	27.97	
5	IUP	14	13	01	07.04	
6	ISCAE	35	35	00	00	
7	ISST de Rosso	22	22	00	00	
8	ESP	-	-	-	-	Données Non fournies
9	Académie navale	07	07	00	00	
10	ISPLTI	03	03	00	00	
11	ENS	63	62	01	01.58	
	Totaux	627	565	62	9.88	

Ahmed Salem W. CHAH

Ahmed Salem W. CHAH

Diagramme 1

Diplôme non déposé

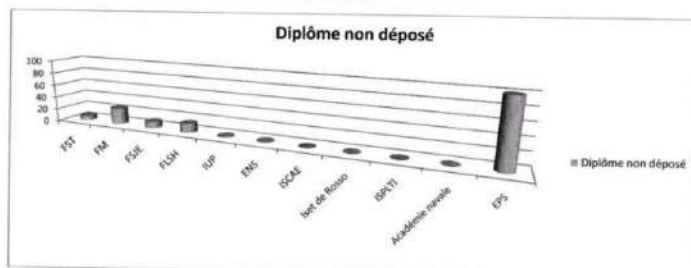
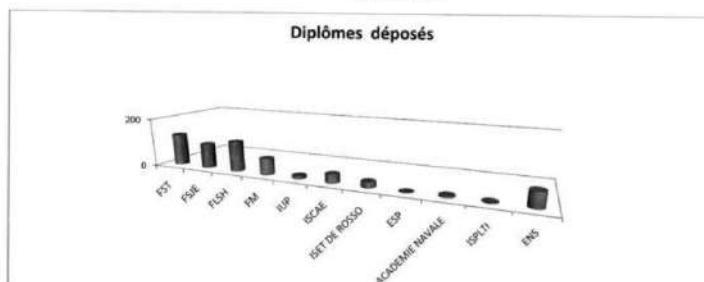


Diagramme 2

Diplômes déposés





PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Délégation Générale TAAZOUR à la Solidarité Nationale et à la Lutte Contre l'Exclusion

Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics (CSPMP/TAAZOUR)

Avis d'Appel d'Offres (AAO) No : 004/CSPMP/TAAZOUR/2021

1. Cet Avis d'appel d'offres fait suite au plan de Passation des Marchés paru dans le site du département www.taazour.mr/ et sur le site de l'ARMP.

2. Cet Avis d'appel d'offres est relatif au Dossier d'Appel d'Offres N°004/CSPMP/TAAZOUR/2021

La Délégation Générale à la Solidarité Nationale et la Lutte Contre l'Exclusion a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget des fonds,

afin de financer le projet de la réhabilitation et la construction de douze (12) barrages de décrues dans six wilayas agro-sylvo-pastorales dans le pays, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre de la réhabilitation et la construction de douze (12) barrages de décrues dans six wilayas agro-sylvo-pastorales dans le pays. Les travaux seront exécutés dans plusieurs wilayas du pays dans un délai ne dépassant pas huit (08) mois par lot.

3. La Délégation Générale à la Solidarité Nationale et la Lutte Contre l'Exclusion sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour exécuter en quatre (4) lots distincts les travaux de la réhabilitation et la construction de douze (12) barrages de décrues dans six wilayas agro-sylvo-pastorales dans le pays répartis comme suit :

LOT N°		WILAYA	MOUGHATAA	COMMUNE	LOCALITE
1	1	Assaba	Barkéol	Rdheidhie	Guengla
	2	Assaba	Barkéol	Rdheidhie	EjarBouhli
	3	Brakna	Magtaalahjar	Sangrava	El Wassea 1
2	1	Gorgol	Mounguel	Mounguel	Mounguel
	2	Gorgol	Mounguel	Moit	JatoITmodek
	3	Guidimagha	Ghabou	Ghabou	Ghabou
3	1	Brakna	Magtaalahjar	Sangrava	Sangrava
	2	Brakna	Maal	Maal	Rgougue
	3	Brakna	Magtaalahjar	Ouad Amour	Ematlsselayen
	4	Brakna	Maal	Maal	Elverea / Bouratt
4	1	HodhCharghi	Néma	Maavnadech	Goumel
	2	HodhEl Gharbi	Tamchekett	Sava	Zmeymile

Le nombre maximum de lots qui peuvent être attribués à un Soumissionnaire est de deux lots.

4. Le présent appel d'offres est un Appel d'offres **National ouvert**

5. Le présent appel d'offres est ouvert à tous les candidats remplissant les conditions définies dans le Dossier d'Appel d'Offres.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la **Délégation Générale à la Solidarité Nationale et la Lutte Contre l'Exclusion** ilot C lot N°520 TVZ, Tél. : 4524 38 88/4524 38 99, Fax : 4524 39 11 et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après **Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics de la Délégation Générale TAAZOUR** ilot C lot N°520 TVZ, Tél. : 4524 38 88/4524 38 99, Fax : 4524 39 11.

7. Les exigences en matière de qualification sont :

- Avoir effectivement exécuté en tant qu'entreprise principale, au cours des trois (3) dernières années, au moins trois marchés similaires attestés par un Maître d'Ouvrage public ou parapublic (barrages de décrues), qui ont été exécutées et achevées de manière satisfaisante, et qui sont similaires aux travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section V, Spécifications des Travaux,

- avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen annuel au cours des 5 dernières années, supérieur ou égal à **Soixante Huit Millions (68 000 000 MRU) par lot** et ce pour des travaux de construction attestés par un Maître d'Ouvrage public ou parapublic,.
- Disposer du matériel minimum décrit au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- Proposer le personnel clé décrit au Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- Disposer d'une attestation de financement bancaire d'un montant de **vingt-trois millions (23 000 000 MRU) ouguiyas par lot**, délivrée par une banque et destinée au besoin en fonds de roulement pour l'exécution du marché. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

8. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet à l'adresse **Délégation Générale à la Solidarité Nationale et la Lutte Contre l'Exclusion** ilot C lot N°520 TVZ, Tél. : 4524 38 88/4524 38 99, Fax : 4524 39 11 à compter du 07 Avril 2021 contre un paiement non remboursable de **dix milles ouguiyas (10.000MRU)**. Le document d'Appel d'offres sera immédiatement remis aux candidats intéressés ou adressé à leurs frais en utilisant le mode d'acheminement qu'ils auraient choisis.

9. Les offres devront être rédigées en langue

française et devront être déposées à l'adresse indiquée dans le DAO au plus tard le mercredi 05 Mai 2021 à 10 Heures 00 GMT. Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées aux frais des soumissionnaires concernés sans être ouvertes. Les offres seront ouvertes, en présence des représentants des Soumissionnaires qui désirent assister à l'ouverture des plis et, à l'adresse : **Mauritanie/ Nouakchott/à Monsieur le Président de la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics de la Délégation Générale TAAZOUR** ilot C lot N°520 TVZ, Tél. : 4524 38 88/4524 38 99, Fax : 4524 39 11.

10. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission d'une validité de 120 jours et d'un montant **sept cent milles (700 000MRU)ouguiyas par lot** ou un montant équivalent dans une monnaie librement convertible. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours, à compter de la date limite de dépôt des offres.

11. Les concurrents devront indiquer eux-mêmes dans leur soumission, le délai dans lequel ils s'engagent à exécuter les travaux. Ce délai ne doit pas dépasser **huit (08) mois par lot**. Toute offre proposant un délai supérieur sera rejetée.

Samba Salem

N° 8009 DU MERCREDI 7 AVRIL 2021

Elim Coupe du Monde 2022 : Calendrier des Mourabitoune



Pour nos Mourabitoune(logés dans le groupe B des éliminatoires zone Afrique), le chemin de Qatar 2022 débute en juin prochain, par la réception de la Zambie(1ère journée 5,6,7,8 juin) et un déplacement en Guinée équatoriale(2ème journée 11,12,13,14 juin).La troisième journée mettra aux

prises la Tunisie à la Mauritanie,les 1,2,3,4 septembre).La réception des Aigles de Carthage est prévue les 5,6,7 septembre,puis en déplacement à Lusaka pour croiser les Chipolopolo(les 6,7,8,9 octobre).Et enfin, réception du Nzalanganational,les 10,11,12 octobre. Après les confrontations au sein des dix groupes, un tirage

au sort, avec dans un premier pot les cinq meilleures nations au classement FIFA et dans l'autre les cinq moins bien classées, permettra de décider de ces cinq barrages entre les premiers de chaque groupe. Ces doubles confrontations permettront de déterminer les cinq qualifiés africains pour Qatar 2022.

Championnats de petites catégories zone Nouakchott



Démarré depuis le 27 mars, les championnats de petites catégories zone Nouakchott se poursuivent avec les matchs de la 2ème journée en catégorie U-17 « Division Argent » disputés le week end dernier, dans les terrains annexes de la FFRIM. Découvrez tous les résultats des matchs :

Terrain Académie :

1ère heure :
ASAC CONCORDE 3 -4
N.KING'S

Buteurs | Ahmed Abdallah (01'/ King's), Demba Niass (18', 41'/ Con), Baba Bah (21', 27' / king's), Alioune H'hamid (70'/ king's),

Bouye Brahim (87'/ Con)

2e heure :

UNION SPORTIVE SEBKHA 3 -2 FC DEUZ

Buteurs | Toumbou Younouss (24', 48'/ Sebkha), Sid'Ahmed Mohamed (83'/ Deuz), Hassane Youssouf (87'/ Sebkha), Fall Mohamed (90'+4)

Terrain 2 FFRIM :

1ère heure :
ASC POLICE 2 -1 AS GARDE
Buteurs | Salem Kouki Dah (67', 89'/ Police), El Khassim Delegue (55'/ Garde)

2e heure :

ETOILE COMMUNE ARAFAT 2 -1 JAHE EL MINA

Buteurs | El Ghassem Ahmed (23'/

Étoile), Mohamed Lemine Mbarek (44'/ Jahe), Naemetne Taleb (50'/ Étoile)

Terrain 3 FFRIM :

1ère heure :

MOUSTAKBAL 1 -5 AS ARMÉE

Buteurs | Ely Eide (10'/ Armée), Abdel Mbarek Sidi (29', 56', 81' / Armée), Cheibani H'meimar (39'/ Armée), Cibani El Hady (53'/ Moustakbal)

2e heure :

ASC TIDJIKJA 1 -1 FC TEVRAGH-ZEINA

Buteurs | Salem Cheikh (52'/ Tzv), Jiddou Semate (83'/ Tidjikja)

(avec LNF)

La CAF fait des infrastructures l'une de ses priorités



Le Comité Exécutif de la CAF s'est réuni en visioconférence le mardi en présence de son Secrétaire général, M. Véron-Mosengo-Omba et sous la présidence du Dr Patrice Motsepe.

Sur les infrastructures et les compétitions :

Le Secrétaire Général a informé le Comité de l'état de dégradation de certaines infrastructures (stades et infrastructures d'accueil), qui n'offrent pas ou plus les garanties indispensables pour accueillir des compétitions de la CAF, notamment les matchs comptant pour la Coupe d'Afrique des Nations.

Il a été convenu que l'amélioration des infrastructures devient l'une des priorités de la CAF et un plan détaillé sera présenté à court terme.

Il a en outre indiqué, au sujet des polémiques sur les tests COVID-19 actuellement exigés lors des compétitions, que les réflexions ont été entamées pour mettre en place en collaboration avec l'OMS - des organes indépendants en charge d'effectuer les tests en vue des matches, ceci notamment dans la perspective de la CAN Total Cameroun 2021.

Le Comité Exécutif a unanimement approuvé les dates proposées pour l'organisation du tirage au sort (25 juin 2021) et du tournoi final de la CAN Total Cameroun 2021 (du 9

janvier au 6 Février 2022)

Nominations et cooptations :

cooptation au Comité Exécutif de la CAF de Monsieur Abdigani Saïd Arab, Président de la Fédération Somalienne de Football ;

confirmation de Monsieur Fouzi Lekjaa (Maroc), qui a accepté de continuer à occuper la fonction de Président de la Commission des Finances de la CAF ; désignation de Messieurs Hany Abou Rida (Egypte) et Amaju Melvin Pinnick (Nigéria) en qualité de membres du Comité d'Urgence de la CAF.

Le Président a informé le Comité Exécutif des nominations suivantes :

- Monsieur Jacques Bernard D. Anouma (Côte d'Ivoire) en qualité de Conseiller spécial Senior du Président ;
- Monsieur Daniel Alexandre Jordaan (Afrique du Sud) en qualité de Conseiller en charge des compétitions et du Marketing auprès de la présidence.

Pour terminer, le Secrétaire Général a formellement informé le Comité Exécutif de la mission d'audit entamée par le Cabinet PwC au siège de la CAF et dont les résultats sont attendus au début du mois de mai 2021.

Le Cameroun est à la recherche de la mascotte et l'hymne de la CAN



Le Cameroun lance un concours artistique national pour la proposition de l'hymne et de la mascotte officiels de la Coupe d'Afrique des Nations. Après l'officialisation de la date du tirage au sort de la CAN 2021 arrêtée pour le 25 juin et la phase finale prévue du 9 janvier au 6 février 2022, le Cameroun a procédé au lancement du concours artistique national pour la proposition de l'hymne officiel de la Coupe d'Afrique des nations Cameroun 2021.

«Le ministre des Sports et de l'Éducation Physique, président du Cocan 20-21 à l'honneur de porter à l'attention du public de l'ouverture des concours artistiques nationaux pour la proposition de l'hymne officiel et de la mascotte officielle de la CAN Total 2021. Lesdits concours sont ouverts à compter du 1er avril 2021 à tous les artistes-musiciens et artistes-plasticiens (individuel ou collectif) de nationalité camerounaise », peut-on lire dans un communiqué.